

BRUXELLES-CAPITALE

**ASSEMBLEE REUNIE
DE LA COMMISSION
COMMUNAUTAIRE
COMMUNE**

SESSION ORDINAIRE 1991-1992

15 OCTOBRE 1992

PROJET D'ORDONNANCE

**portant approbation
du Traité concernant
la création d'une Union européenne,
avec en annexe l'Acte final
et les protocoles
fait à Maastricht
le 7 février 1992**

RAPPORT

fait au nom
des Commissions réunies
de la Santé et
des Affaires Sociales

par M^{me} Monique VAN TICHELEN

BRUSSEL-HOOFDSTAD

**VERENIGDE VERGADERING
VAN DE
GEMEENSCHAPPELIJKE
GEMEENSCHAPSCOMMISSIE**

GEWONE ZITTING 1991-1992

15 OKTOBER 1992

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

**houdende goedkeuring
van het Verdrag betreffende
de oprichting van een
Europese Unie met bijbehorende
slotakte en protocollen
opgesteld te Maastricht
op 7 februari 1992**

VERSLAG

uitgebracht namens
de Verenigde Commissies
voor Gezondheid en
Sociale Zaken

door mevr. Monique VAN TICHELEN

Ont participé aux travaux des Commission réunies:

M. Poulet, Président.

- Commission de la Santé:

1. Membres effectifs: MM. Beauthier, Delathouwer, Galand, M^{me} Grouwels, MM. Guillaume, Huygens, Lemaire, Maingain, Maison, Paternoster, Rens, M^{me} Van Tichelen.

2. Membres suppléants: MM. Harmel, Vandenbussche.

- Commission des Affaires sociales:

1. Membres effectifs: M^{me} Creyf, M. Duponcelle, M^{me} Guillaume-Vanderroost, M. Michel, M^{me} Willame-Boonen.

2. Membres suppléants: MM. Parmentier et Smal.

3. Autres membres de l'Assemblée réunie: MM. Cauwelier et Demannez.

Voir:

Document de l'Assemblée réunie:
B-40/1 - (91/92): Projet d'ordonnance.

Hebben aan de werkzaamheden van de Verenigde Commissies deelgenomen:

De heer Poulet, Voorzitter.

- Commissie van Gezondheid:

1. Vaste leden: de heren Beauthier, Delathouwer, Galand, mevr. Grouwels, de heren Guillaume, Huygens, Lemaire, Maingain, Maison, Paternoster, Rens, mevr. Van Tichelen.

2. Plaatsvervangers: de heren Harmel, Vandenbussche.

- Commissie van Sociale Zaken:

1. Vaste leden: mevr. Creyf, de heer Duponcelle, mevr. Guillaume-Vanderroost, de heer Michel, mevr. Willame-Boonen.

2. Plaatsvervangers: de heren Parmentier en Smal.

3. Andere leden van de Verenigde Vergadering: de heren Cauwelier en Demannez.

Zie:

Stuk van de Verenigde Vergadering:
B-40/1 - (91/92): Ontwerp van ordonnantie.

I. Exposé introductif du Ministre (N.) compétent pour la Politique de Santé

1. Introduction générale

La Communauté européenne trouve son origine dans la déclaration de Robert Schumann du 9 mai 1950. Au départ, l'intention était nettement politique : la construction fédérale de l'Europe visait à rendre dorénavant impossible toute guerre fratricide. Il était question « d'une fédération européenne indispensable à la préservation de la paix », ce concept étant aussitôt complété par « l'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble, mais par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait ».

Il n'est donc pas étonnant que la première construction fut la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) qui confia le contrôle sur les deux industries de base, considérées à l'époque comme stratégiques, à une Haute Autorité commune. Le Traité de Paris du 18 avril 1951 scellait le premier pas vers l'intégration européenne entre six Etats Membres : l'Allemagne, la France, les trois Etats du Benelux et l'Italie. La Grande-Bretagne, invitée, demeura à l'écart.

Après que l'Assemblée nationale en France eut enterré la Communauté européenne de Défense le 30 août 1954, une nouvelle tentative fut entreprise, un an plus tard, entre les six Etats membres d'origine; elle aboutit finalement aux Traités de Rome du 25 mars 1957 qui créaient deux nouvelles Communautés : la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'Atome (Euratom). Les grandes espérances qui avaient été mises dans ces institutions n'ont pas été réalisées en ce qui concerne la dernière, mais d'autant plus en ce qui concerne la CEE.

En effet, dès le 1^{er} juillet 1968, un an et demi plus tôt que prévu par le Traité, le Marché Commun était créé, tous les tarifs douaniers internes étaient supprimés pour les produits industriels et un tarif extérieur commun était instauré. De même, la politique agricole commune fut mise rapidement sur pied. Tout ceci se passait, bien sûr, dans la période des « Golden Sixties » où la croissance économique atteignait 5 % par an; les années septante devaient s'avérer beaucoup plus difficiles avec les chocs énergétiques de 1973 et de 1979.

Le 1^{er} janvier 1973, la Communauté européenne fut élargie à la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark, le 1^{er} janvier 1981, à la Grèce, et enfin, le 1^{er} janvier 1986, à l'Espagne et au Portugal. Depuis lors, la Turquie, l'Autriche, la Suède, la Finlande, et même la Suisse, ont posé leur candidature à l'entrée dans la Communauté.

I. Inleidende uiteenzetting van de Minister (N.) bevoegd voor het Gezondheidsbeleid

1. Algemene inleiding

De Europese Gemeenschap vindt haar oorsprong in de verklaring van Robert Schumann van 9 mei 1950. Het oorspronkelijk opzet was duidelijk politiek: de federale opbouw van Europa ten einde iedere onderlinge oorlog voortaan onmogelijk te maken. Er was sprake van « une fédération européenne indispensable à la préservation de la paix », waar echter onmiddellijk werd aan toegevoegd « l'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble, mais par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait ».

Geen wonder dus dat de eerste constructie de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal (EGKS) was, waarbij het gezag over wat toen als de twee basis-industriën voor de oorlog werd beschouwd aan een gemeenschappelijke Hoge Autoriteit werd toevertrouwd. Het Verdrag van Parijs van 18 april 1951 bezegelde de eerste stap naar Europese integratie tussen zes Lid-Staten: Duitsland en Frankrijk, de drie Beneluxstaten en Italië. Groot-Brittannië, uitgenodigd, bleef aan de kant.

Nadat de Franse Assemblée de Europese Defensie Gemeenschap op 30 augustus 1954 had gekeldderd, werd een jaar later tussen de zes oorspronkelijke Lid-Staten een nieuwe poging ondernomen, die dan uiteindelijk leidde tot de Verdragen van Rome van 25 maart 1957 en waarbij twee nieuwe gemeenschappen werden opgericht: de Europese Economische Gemeenschap (EEG) en de Europese Atoom-gemeenschap. De hoge verwachtingen die op de laatste (Euratom) werden gesteld, zijn niet ingelost; integendeel, deze betreffende de EEG des te meer.

Inderdaad, reeds op 1 juli 1968, anderhalf jaar eerder dan voorzien in het Verdrag, kwam de gemeenschappelijke markt tot stand, waarbij alle interne toltarieven op industriële produkten werden afgeschaft en een gemeenschappelijk buitentarief ingesteld. Ook het gemeenschappelijk landbouwbeleid kwam spoedig van de grond. Het was natuurlijk de periode van de Golden Sixties met een economische groei van 5 % per jaar; de zeventiger jaren zouden veel moeilijker uitvallen met de energieschokken van 1973 en 1979.

Op 1 januari 1973 werd de Europese Gemeenschap uitgebreid tot Groot-Brittannië, Ierland en Denemarken, op 1 januari 1981 kwam Griekenland erbij en, tenslotte, op 1 januari 1986 Spanje en Portugal. Sindsdien hebben ook Turkije, Oostenrijk, Zweden, Finland, en zelfs Zwitserland, hun kandidatuur gesteld om lid te worden van de EEG.

En 1986 fut lancé le projet «Europe 92» visant à l'achèvement du marché intérieur et à la réalisation de l'Europe sans frontières. Le nouveau Président de la Commission européenne, Jacques Delors, était arrivé à la conclusion que la crise économique en Europe, l'énorme chômage qu'elle entraînait, le recul relatif du vieux continent dans le domaine des nouvelles technologies avancées, étaient imputables pour une bonne part à l'absence d'un grand marché intérieur. Un programme d'envergure serait mis en œuvre qui devrait, dans un délai de huit ans, supprimer les frontières entre les Etats, rendre compatibles les tarifs TVA et harmoniser les normes et les standards des produits industriels ainsi que les contrôles vétérinaires. La CE deviendrait un espace économique assurant la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux. Pour réaliser tout ceci, pas moins de 279 directives européennes furent nécessaires afin de remplacer les mesures de protection nationales. Aujourd'hui, le travail est presque achevé, de sorte qu'au 1^{er} janvier prochain, l'ouverture de toutes les frontières internes sera réalisée.

Pour atteindre cet objectif, l'Acte unique européen a été approuvé en 1986; il est entré en application le 1^{er} juillet 1987. Il prévoit que le projet «Europe 92» sera intégralement réalisé par des votes à la majorité qualifiée au sein du Conseil des Ministres en coopération avec le Parlement européen, lequel se voit attribuer un réel droit d'amendement. Cet Acte confirme aussi les compétences de la Commission européenne en matière d'environnement, de recherche scientifique et de cohésion économique et sociale.

L'étape suivante dans la construction fédérale de l'Europe fut le Traité de Maastricht du 7 février 1992. Il pose en perspective la création de l'Union Monétaire européenne avant la fin du siècle, un droit de codécision accru au Parlement européen et une extension limitée des compétences attribuées à la Communauté européenne en matière d'enseignement, de culture, de santé publique, de réseaux transeuropéens industriels et de protection des consommateurs. La collaboration entre les gouvernements des Etats membres sera intensifiée en matière de politique étrangère et de sécurité ainsi que dans les affaires judiciaires et intérieures. La citoyenneté européenne est instaurée.

Le Traité de Maastricht n'est pas parfait, mais il est assurément le maximum que l'on peut attendre dans le contexte actuel. La faible marge du refus danois (51 % de non le 3 juin 1992), comme l'étroite marge d'adoption par la France (51 % de oui le 20 septembre 1992) ont montré que le Traité n'a pas rencontré une forte réponse favorable, du moins dans ces pays, car l'Irlande avait approuvé le Traité le 17 juin 1992 par 67 %

In 1986 werd het project «Europa 92» gelanceerd ter voltooiing van de interne markt en de verwezenlijking van het Europa zonder grenzen op 1 januari 1993. Jacques Delors, de nieuwe voorzitter van de Europese Commissie, was immers tot de vaststelling gekomen dat de economische crisis in Europa, met zijn enorme werkloosheid en de relatieve achteruitgang van het oude continent op het stuk van nieuwe en hoogtechnologische producten voor een stuk te wijten was aan het ontbreken van een grote interne markt. Door een groots opgezet programma zouden in acht jaar tijd de binnengrenzen worden afgeschaft, de BTW-tarieven op elkaar afgestemd en de normen en standaarden van industriële producten, alsmede de veterinaire controles worden geharmoniseerd. De EG zou één economische ruimte worden met volledig vrij verkeer van goederen, diensten, personen en kapitalen. Om dit alles te realiseren waren er niet minder dan 279 Europese richtlijnen nodig die de nationale beschermende maatregelen zouden vervangen. Thans is het werk bijna af en op 1 januari eerstkomend worden alle binnengrenzen in de EG opengesteld.

Om dit doel te bereiken werd de Europese Akte goedgekeurd die op 1 januari 1987 in werking is getreden. Hierbij werd bepaald dat het project «Europa 92» praktisch integraal zou worden gerealiseerd door stemmingen met gekwalificeerde meerderheid in de Raad van Ministers in samenwerking met het Europees Parlement, aan wie een reëel amendementsrecht werd toegekend. Deze Akte bevestigde eveneens de bevoegdheden van de Europese Gemeenschap inzake leefmilieu, wetenschappelijk onderzoek en economische en sociale cohesie.

De volgende stap in de opbouw van het federale Europa was het Verdrag van Maastricht van 7 februari 1992. Hierbij werd de Europese Monetaire Unie in het vooruitzicht gesteld tegen het einde van de eeuw, een groter medebeslissingsrecht gegeven aan het Europees Parlement, en nieuwe, zij het beperkte bevoegdheden toegekend aan de Europese Gemeenschap, met name inzake onderwijs, cultuur, volksgezondheid, transeuropese netwerken, industrie en consumentenbelangen. Ook werd voorzien in een hechtere samenwerking tussen de regeringen van de Lid-Staten inzake het buitenlands en veiligheidsbeleid en binnenlandse en justitiële zaken. Ook werd het Europees burgerschap ingevoerd.

Het Verdrag van Maastricht is niet perfect maar vermoedelijk het enig haalbare in de huidige context. De nipte afwijziging ervan door de Denen op 3 juni 1992 (51 % neen) en de even nipte aanvaarding van de Fransen op 20 september 1992 (51 % ja) heeft trouwens aangetoond dat er, tenminste wat die landen betreft (in Ierland werd het Verdrag op 17 juni 1992 aanvaard met 67 % van de stemmen), geen brede

des voix. Les raisons de ces diverses réticences sont d'ailleurs nombreuses: la peur de l'aventure, la complexité des problèmes, le manque de transparence dans la prise de décisions, le déficit démocratique et — il ne faut pas l'oublier — des insatisfactions sur le plan interne.

En ce qui me concerne, c'est très clair: la construction démocratique de l'Europe fédérale est pour notre jeunesse la seule garantie d'avenir qui offre une perspective sur le plan économique et sur le plan politique. Le marché intérieur européen est absolument nécessaire pour faire front à la dure concurrence exercée sur les marchés mondiaux par le Japon, le Sud-Est asiatique et les Etats-Unis d'Amérique. Ce n'est d'ailleurs qu'à ce prix que nous pourrions développer une politique sociale commune. Au vu des foyers de tensions qui sont allumés aux quatre coins de l'Europe — les émigrés «européens» en Allemagne de l'Est, la guerre civile en Yougoslavie, les affrontements en Europe centrale, sans parler des pays de l'ex-Union Soviétique — l'Union européenne est d'autant plus nécessaire. S'il en était autrement, nous nous exposerions à nouveau aux dangereuses dérives que les années '30 ont connues. Nous autres, de l'ancienne génération, savent ce que signifient les slogans des nationalismes exacerbés.

2. Bruxelles, Capitale de l'Europe

Lorsque la Haute Autorité de la CECA démarra en juillet 1952, la question du siège des nouvelles institutions ne rencontra pas l'unanimité parmi les six ministres des Affaires étrangères des Etats membres. Après trois jours de négociations, le verdict tomba enfin: Luxembourg deviendrait le siège de la nouvelle institution et de ses trois branches de pouvoir: la Haute Autorité, le Conseil des Ministres, la Cour de Justice. En dépit de l'ardent plaidoyer de Jean Monnet, l'architecte de la première Communauté européenne, qui voulait que le Parlement se réunisse dans la même ville que la Haute Autorité, il ne fut pas suivi. Le premier Parlement européen se réunirait dans l'hémicycle du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Cette ville apparaissait d'ailleurs comme le symbole de la réconciliation entre l'Allemagne et la France.

Au moment où les Commissions européennes de la CEE et d'Euratom commencèrent à fonctionner en 1958, les discussions reprurent, mais Bruxelles fut rapidement choisi. Avec la fusion des trois Exécutifs (CECA, CEE et Euratom) décidée le 18 avril 1965, la discussion concernant le siège était provisoirement close. Luxembourg, Bruxelles et Strasbourg furent désignées comme sièges provisoires d'implantation des institutions des Communautés. Bruxelles accueillit la Commission européenne, le Secrétariat du Conseil (celui-ci se réunira cependant 4 mois sur 12 à

instemming vindt van de bevolking om de meest diverse redenen trouwens: de angst voor het onzekere, de complexiteit van de problemen, de ondoorzichtigheid van de besluitvorming, het democratisch deficiet, en, niet te vergeten, het ongenoegen om interne redenen.

Voor mij echter is het duidelijk: de democratische uitbouw van het federale Europa is voor onze jeugd de ware toekomst die enig perspectief biedt én op economisch én op politiek gebied. Om de harde concurrentie op de wereldmarkten aan te kunnen van Japan, de Zuid-Oost Aziatische Tijgers en de Verenigde Staten is de Europese binnenmarkt absoluut noodzakelijk. Alleen dan trouwens kunnen wij ook een gemeenschappelijk sociaal beleid uitbouwen. Met de verschillende brandhaarden die in Europa her en der ontstaan — kijk maar naar de «Europese» migranten in Oost-Duitsland, de burgeroorlog in Joegoslavië, de moeilijkheden in Centraal- en Midden-Europa om van de ex-Soviet-Unie maar te zwijgen — is de Europese Unie dringend noodzakelijk. Anders glijden wij opnieuw af naar de toestanden van de jaren 30 met alle uitwassen vandien. Wij, de oudere generatie, weten waarop de slogan «eigen volk eerst» uitdraait.

2. Brussel, hoofdstad van Europa

Toen de Hogere Autoriteit van de EGKS in juli 1952 van start moest gaan, was er grote onenigheid tussen de zes ministers van Buitenlandse Zaken van de Lid-Staten over de zetel van de nieuwe instelling. Pas na 3 dagen vergaderen kwam het verdict uit de bus: Luxemburg zou de zetel worden van deze nieuwe Europese instelling met zijn drie takken van de macht: de Hoge Autoriteit, de Raad van Ministers, het Hof van Justitie. Hoe hard Jean Monnet, de architect van de eerste Europese Gemeenschap er ook voor pleitte, dat het Parlement in dezelfde stad zou vergaderen als de Hoge Autoriteit, hij haalde zijn slag niet thuis. Het eerste Europees Parlement zou vergaderen in het halfroond van de Raad van Europa te Straatsburg. Deze stad werd trouwens ook aangezien als het symbool van de verzoening tussen Duitsland en Frankrijk.

Toen in 1958 de Europese Commissie van de EEG en Euratom van start gingen waren er opnieuw discussies, maar Brussel haalde het vrij gemakkelijk. Met de fusie van de drie Executieven (EGKS, EEG en Euratom) die op 18 april 1965 werd beslist werd ook een voorlopig einde gesteld aan de discussie over de zetel. Luxemburg, Brussel en Straatsburg werden als voorlopige plaatsen aangeduid waar de instellingen der gemeenschappen gevestigd zijn. Brussel behield de Europese Commissie, het Secretariaat van de Raad (deze zou echter in 4 op de 12 maanden van het jaar te

Luxemburg), le Comité économique et social. Luxembourg obtiendra la Cour de Justice, la Banque européenne d'investissements, le Secrétariat-général du Parlement européen et quelques services de la Commission, comme le Bureau des Statistiques, le Centre de Calcul et le Bureau d'information. Le Parlement européen continuera à tenir ses séances plénières chaque mois à Strasbourg, mais les réunions des commissions parlementaires se tinrent à Bruxelles.

Une majorité du Parlement européen souhaiterait transférer son siège à Bruxelles afin qu'il puisse mieux contrôler l'Exécutif (la Commission) et qu'il puisse mieux collaborer au travail législatif (avec le Conseil). Au sujet du siège du Parlement - comme aussi d'ailleurs pour toute autre localisation des institutions européennes - le Conseil (et non le Parlement) doit se prononcer à l'unanimité. Jusqu'à présent, cela n'a pas encore été fait, mais il n'est pas impossible que le Sommet, qui se tiendra à Edimbourg les 11 et 12 décembre 1992, ne trouve une solution à cette question épineuse. Il pourrait s'agir entre autres de maintenir à Strasbourg les séances plénières ordinaires du Parlement européen, et de prévoir que les réunions extraordinaires se tiendraient à Bruxelles.

Le point de vue de l'Exécutif bruxellois à ce sujet est clair: Bruxelles doit devenir la Capitale politique de l'Europe, le centre où toutes les décisions politiques importantes de la CE sont prises, ni plus ni moins. Ceci signifie donc que nous ne sommes pas partisans d'attirer d'autres institutions, par exemple la Banque centrale européenne. Nous pourrions accepter, moyennant les efforts nécessaires, entre autres du Gouvernement national, que ces institutions s'installent à Bruxelles d'une manière convenable et à leurs frais, mais si d'autres encore s'y joignaient il y aurait des «phénomènes d'asphyxie».

Comme l'a montré une étude récente de Mens & Ruimte, la présence des institutions européennes à Bruxelles se traduit par bien des avantages: en 1991 furent générés directement ou indirectement, un flux financier de l'ordre de 96 millions de FB, soit l'équivalent de 10% du PNB de Bruxelles-Capitale, et 46.000 emplois soit 7% de l'emploi total à Bruxelles. Sans cette présence, Bruxelles se retrouverait au rang d'une ville de province. Ceci ne signifie cependant pas que la localisation des institutions européennes à Bruxelles n'entraîne que des avantages. Il y a aussi des inconvénients réels comme la charge sur l'environnement et l'infrastructure mais surtout, la pression sur les prix de vente et de location des habitations, encore que ces effets ne doivent pas être exagérés. Trop souvent en effet, on impute n'importe quoi aux Communautés européennes alors qu'elles n'y sont pour rien. Précisément pour s'attaquer au problème de l'habitat à un prix acceptable, l'Exécutif de Bruxelles-Capitale a entrepris une politique vigoureuse de construction d'habitations sociales qui contribuera sans aucun doute à normaliser les prix du marché immobilier.

Luxemburg vergaderen), het Economisch en Sociaal Comité. Luxemburg behield het Hof van Justitie, de Europese Investeringsbank, het Secretariaat-generaal van het Europees Parlement en enkele diensten van de Commissie, zoals het bureau voor de Statistiek, het Rekencentrum en het Voorlichtingsbureau. Het Europees Parlement bleef zijn plenaire zittingen iedere maand te Straatsburg houden, maar haar commissie-vergaderingen vonden meer en meer in Brussel plaats.

Een meerderheid van het Europees Parlement wenst zijn zetel over te brengen naar Brussel ten einde de Executieve (de Commissie) beter te kunnen controleren en ook beter te kunnen meewerken aan het wetgevende werk (met de Raad). Over de zetel van het Parlement - zoals trouwens over alle andere locaties van instellingen van de Europese Gemeenschap - moet de Raad (en niet het Parlement) zich uitspreken bij eenstemmigheid. Tot op heden is dit niet gebeurd, maar het is niet onmogelijk dat er op de Europese Top te Edinburg op 11 en 12 december 1992 voor deze netelige kwestie een oplossing uit de bus komt. Deze zou er onder meer kunnen in bestaan dat Straatsburg de gewone plenaire zittingen van het Europees Parlement behoudt, maar dat in Brussel de buitengewone vergaderingen worden gehouden.

Het standpunt van de Brusselse Executieve ter zake is duidelijk: Brussel moet de politieke hoofdstad van Europa worden, het centrum dus waar alle belangrijke politieke beslissingen van de EG worden genomen, noch min noch meer. Dat betekent dus ook dat wij geen voorstander zijn om andere instellingen, zoals bij voorbeeld de Europese Centrale Bank, aan te trekken. Wij kunnen er, mits de nodige inspanningen onder meer van de Nationale Regering, voor zorgen dat deze instellingen te Brussel - op hun kosten - op behoorlijke wijze worden gehuisvest, maar wanneer er nog andere zouden bijkomen dan wordt het teveel, dan zouden «verstikkingsverschijnselen» optreden.

Zoals onlangs in de studie van Mens & Ruimte werd aangetoond brengen de Europese Instellingen te Brussel heel wat voordelen mee: in 1991 genereerden zij, rechtstreeks en onrechtstreeks, een geldstroom van circa 96 miljard BF, dit is 10% van de het BNP van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en 46.000 arbeidsplaatsen, dit is 7% van de totale tewerkstelling in Brussel. Zonder de Europese Instellingen glijdt Brussel af naar de rang van een provinciestad. Dit betekent echter niet dat aan de locatie van de Europese politieke instellingen te Brussel alleen maar voordelen overblijven. Er zijn ook nadelen en met name de belasting van het leefmilieu en de infrastructuur, maar vooral de druk op verkoop- en huurprijzen van woningen, al mag ook dit effect niet worden overdreven. Maar al te dikwijls immers wordt de EG zaken in de schoenen geschoven waarmee zij niets te maken heeft. Om precies het probleem van betaalbare woonruimten te Brussel op te vangen, heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve een duidelijke politiek van sociale woningbouw aangevat die er ongetwijfeld zal toe bijdragen de prijzen op de woningmarkt te drukken.

3. Approbation du Traité de Maastricht

En vertu de la Constitution belge actuelle, les traités internationaux doivent être approuvés par les Conseils des Communautés. Ceci n'est pas encore le cas des Conseils des Régions.

Concrètement, ceci signifie donc que le Traité de Maastricht ne doit pas être soumis à l'approbation du Conseil de Bruxelles-Capitale, mais bien à celle des Conseils des trois Communautés (la française, la flamande et la germanophone), et également à l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de Bruxelles, parce qu'elle exerce des compétences exclusives, c'est-à-dire non dérivées, en matière de santé publique, l'objet d'un article du Traité de Maastricht (art. 129).

Cet article prévoit une collaboration plus étroite entre les Etats-Membres en vue de la protection de la santé publique. L'intervention de la Communauté est principalement orientée vers la prévention des maladies qui présentent de grandes menaces pour la santé, y compris la toxicomanie, et ceci par la promotion d'études de leurs causes et de leur transmission, et aussi par le développement de l'information et de l'enseignement concernant la santé. En collaboration avec la Commission européenne, les Etats membres coordonneront mieux leur politique en la matière. Au besoin, la Commission européenne pourra prendre des mesures de stimulation et accorder des subsides, à l'exception toutefois de l'harmonisation des dispositions légales et réglementaires des Etats membres. Le Collège réuni est acquis à l'idée d'améliorer la coordination et d'harmoniser plus étroitement les programmes en matière de santé publique - y compris la recherche qui la concerne - d'autant plus que des moyens financiers européens seraient mis à disposition. Il apparaît donc indiqué que l'Assemblée réunie également approuve, pour ce qui la concerne, le Traité de Maastricht.

Ceci ne signifie certainement pas que l'intérêt de Bruxelles à l'égard de la poursuite de la construction de l'Europe se limite au domaine de la santé publique. La Région de Bruxelles-Capitale dispose en effet de compétences exclusives, qui lui sont imparties par la Constitution belge, dans des domaines où la Communauté européenne intervient également pour réglementer et orienter; c'est le cas notamment de:

- l'environnement,
- l'aménagement,
- l'infrastructure et les communications,
- l'économie et l'industrie,
- la recherche scientifique, qui s'y rapporte.

3. Goedkeuring van het Verdrag van Maastricht

Krachtens de huidige Belgische Grondwet moeten internationale verdragen door de Gemeenschapsraden worden goedgekeurd. Dit is nog niet het geval met de Gewestraden.

Concreet betekent dit dus dat het Verdrag van Maastricht niet ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, wel echter aan de drie Belgische Gemeenschapsraden (de Franse, de Vlaamse en de Duitstalige), evenals aan de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie te Brussel, omdat deze exclusieve, dit is niet-afgeleide bevoegdheden bevat inzake volksgezondheid en er in het Verdrag van Maastricht precies een artikel hierover is opgenomen (artikel 129).

Dit artikel voorziet in een hechtere samenwerking tussen de lidstaten ter bescherming van de volksgezondheid. Het optreden van de Gemeenschap is voornamelijk gericht op preventie van ziekten, met name van grote bedreigingen van de gezondheid, met inbegrip van drugverslaving en dit door het bevorderen van onderzoek naar de oorzaken en de overdracht daarvan, alsmede door het bevorderen van volksgezondheidsvoorlichting en gezondheidsonderwijs. In samenwerking met de Europese Commissie zullen de Lid-Staten hun beleid ter zake beter coördineren. Desgevallend kan de EG stimuleringsmaatregelen nemen en subsidies geven, met uitsluiting echter van harmonisatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de Lid-Staten. Voor een betere coördinatie en een hechter op elkaar afstemmen van de programma's inzake volksgezondheid - inclusief het onderzoek dat hierop betrekking heeft - is het Verenigd College uiteraard gewonnen, zeker als hiervoor Europese geldmiddelen ter beschikking zouden komen. Het lijkt dan ook aangewezen dat de Verenigde Vergadering, wat haar betreft, haar instemming zou verlenen met het Verdrag van Maastricht.

Dit betekent echter niet dat de interesse van Brussel aan de verdere uitbouw van Europa zou beperkt blijven tot het domein van de volksgezondheid. Inderdaad het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beschikt, in het kader van de Belgische Grondwet, over de exclusieve bevoegdheden waar de EG ook regelgevend en stimulerend optreedt, zoals inzake:

- leefmilieu,
- ruimtelijke ordening,
- infrastructuur en verkeer,
- economie en industrie,
- wetenschappelijk onderzoek, dat hierop betrekking heeft.

Dans toutes ces matières, nous sommes d'ailleurs étroitement associés, non seulement à l'élaboration de la politique européenne, mais autant par la mise en œuvre. Je pense ici plus précisément à la transposition dans notre droit des directives européennes en matière d'environnement. L'évolution s'est accélérée depuis la création de la Région de Bruxelles-Capitale en 1989; pas moins de 29 directives européennes sur l'environnement ont déjà été transposées. Dans le contexte belge, Bruxelles n'est plus la lanterne rouge du peloton; ceci à d'ailleurs été reconnu par la Commission européenne.

Notre implication dans la prise de décisions européennes sera d'ailleurs, à l'avenir, encore renforcée, grâce à deux nouvelles dispositions du Traité de Maastricht.

Il s'agit de:

- la participation aux Conseils européens de Ministres des Régions ou des Communautés (article 146);
- les avis du Comité des Régions (article 199 A à C).

Le premier point fait l'objet de négociations avec le Ministre des Affaires Etrangères pour régler la représentation belge au sein du Conseil de la CE. L'article 146 stipule en effet que

«le Conseil est formé par un représentant de chaque Etat membre au niveau ministériel, habilité à engager le Gouvernement de l'Etat membre».

Ceci implique que pour chaque Conseil CE un ministre (un ministre fédéral, régional ou communautaire) négocie et vote au nom de la Belgique. Ceci suppose aussi une très bonne coordination préalable, étant donné que le ministre appelé à intervenir ne parle pas seulement au nom du gouvernement fédéral mais aussi au nom des autres gouvernements des Régions ou des Communautés. Entre Communautés et Régions, une sorte de tour de rôle sera organisé. A l'avenir, après l'approbation du Traité de Maastricht, il est donc parfaitement possible qu'un ministre de l'Exécutif bruxellois ou du Collège réuni soit le porte-parole au Conseil de la CE au nom de la Belgique.

La compétence consultative du Comité des Régions ne doit pas non plus être sous-estimée. Ce comité doit obligatoirement donner son avis dans cinq secteurs bien délimités (enseignement, culture, santé publique, réseaux transeuropéens et cohésion économique et sociale). En outre, il peut de sa propre initiative, lorsqu'un intérêt régional est en jeu, émettre un avis

In al deze materies worden wij trouwens nauw betrokken, niet alleen bij het uitstippelen van het Europees beleid, maar ook bij de tenuitvoerlegging. Ik denk hier meer bepaald aan de omzetting in Brussels recht van de Europese richtlijnen inzake leefmilieu. Hier is een inhaalmaneuver gebeurd: sinds het ontstaan van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in 1989 werden niet minder dan 29 EG-leefmilieuriichtlijnen omgezet. In de Belgische context bengelt Brussel niet meer aan de staart van het peloton: dat is ook door de Europese Commissie bevestigd.

Onze betrokkenheid bij de Europese besluitvorming zal trouwens in de toekomst nog versterkt worden dank zij twee nieuwe bepalingen in het Verdrag van Maastricht.

Het betreft:

- de deelname van Gemeenschaps- en Gewestministers aan de EG-raden (artikel 146);
- de adviezen van het Comité van de Regio's (artikel 199 A tot C).

Wat het eerste punt betreft zijn er onderhandelingen aan de gang met de Minister van Buitenlandse Zaken om de Belgische Vertegenwoordiging in de EG-Raad op behoorlijke wijze te regelen. Artikel 146 bepaalt immers dat

«de Raad bestaat uit een vertegenwoordiger van elke lidstaat op ministerieel niveau die gemachtigd is om de Regering van de lidstaat die hij vertegenwoordigt te binden».

Dit impliceert dat voor elke EG-Raad 1 minister (een federale, gemeenschaps- of gewestminister) in naam van België onderhandelt en stemt, wat uiteraard een zeer degelijke coördinatie impliceert aangezien de minister die het woord voert niet alleen spreekt in naam van de federale regering maar ook voor de andere gemeenschaps-, of gewestregeringen. Tussen Gemeenschap en Gewesten zal hierbij een soort beurtrol worden ingesteld. In de toekomst, na de goedkeuring van het Verdrag van Maastricht, is het dus perfect mogelijk dat een minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie in de EG-Raad het woord voert namens België.

Ook moet de adviserende bevoegdheid van het Comité van de Regio's niet onderschat worden. Dit Comité dient verplichtend advies uit te brengen in vijf welomlijnde sectoren (onderwijs, cultuur, volksgezondheid, transeuropese netwerken en economische en sociale cohesie). Bovendien kan het, wanneer er een regionaal belang in het spel is, op eigen initiatief

auprès de la Commission européenne et du Conseil. Il peut donc peser sur la prise de décision européenne lorsque des intérêts régionaux sont en jeu. Dans ce Comité, la Belgique a droit à 12 sièges sur 189. Actuellement, les Communautés et les Régions discutent au sujet de la répartition de ces mandats. Bruxelles a exigé deux mandats, un francophone et un néerlandophone.

4. Conclusion

La Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune ont tout intérêt à ce que la construction de la Communauté européenne soit poursuivie non seulement sur le plan économique mais également sur le plan politique, et cela de manière démocratique. C'est dans l'intérêt des entreprises (75 % de notre PNB est destiné à l'exportation, dont les 2/3 vers la CE), de l'emploi et de notre bien-être, et également de notre système de protection sociale. Du point de vue politique, la Communauté européenne offre véritablement la chance unique de garantie pour la paix et la sécurité, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe. Pour notre jeunesse, l'Europe ouvre de réelles perspectives d'avenir.

II. DISCUSSION GENERALE

Un membre émet différentes observations.

1. Il regrette que le Collège réuni n'ait pas encore déposé un projet d'ordonnance définitif adapté aux remarques du Conseil d'Etat. Cette critique est d'ailleurs appuyée par un autre membre de la Commission. Il s'interroge également sur le fait que le Collège réuni n'ait saisi le Conseil d'Etat que le 2 octobre alors que le Gouvernement national lui avait demandé de donner son assentiment par lettre du 29 avril 1992. Ce retard s'explique-t-il par des raisons purement techniques ou politiques ?
2. Il constate que l'assentiment est limité à l'article 129 mais par cette approbation, l'Assemblée réunie donne implicitement son assentiment à l'ensemble du traité.
3. Le Ministre a évoqué, également, le point de vue de l'Exécutif. Pourquoi ?
4. Quelle est l'attitude du Collège réuni et/ou de l'Exécutif sur l'accès des Communautés et des Régions à la Cour de Justice des Communautés européennes ? La question a été examinée par le « Vlaamse Raad ». Le Collège réuni a-t-il pris une position à cet égard ?

advies uitbrengen aan de Europese Commissie en de Raad. Het kan dus gaan wegen op de Europese politieke besluitvorming waar regionale belangen op het spel staan. In dit Comité beschikt België over 12 van de 189 mandaten. Thans wordt over de verdeling ervan onderhandeld tussen de Gemeenschappen en Gewesten. Brussel heeft 2 mandaten opgeëist: 1 Franstalige en 1 Nederlandstalige.

4. Besluit

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Commissie heeft er alle belang bij dat de Europese Gemeenschap niet alleen economisch maar ook politiek op een democratische wijze verder wordt uitgebouwd. Dit is in het belang van het bedrijfsleven (75 % van ons BNP is voor de uitvoer bestemd, waarvan 2/3 voor de EG), van de werkgelegenheid, van onze welvaart, en daarmee ook van onze sociale voorzieningen. Politiek gezien biedt de Europese Gemeenschap de enige ware kans voor echte vrede en veiligheid, binnen en buiten Europa. Voor onze jeugd is Europa een wezenlijk toekomstperspectief.

II. ALGEMENE BESPREKING

Een lid maakt een aantal opmerkingen.

1. Hij betreurt dat het Verenigd College nog geen definitief ontwerp heeft ingediend dat is aangepast aan de opmerkingen van de Raad van State. Die kritiek vindt overigens steun bij een ander lid van de Commissie. Hij vraagt zich eveneens af waarom het Verenigd College de Raad van State eerst op 2 oktober om advies heeft gevraagd terwijl de nationale regering het Verenigd College bij brief van 29 april 1992 had gevraagd zijn instemming te geven. Is die vertraging te wijten aan louter technische of politieke redenen ?
2. Hij stelt vast dat de instemming alleen vereist is voor artikel 129; met die goedkeuring verleent de Verenigde Vergadering echter impliciet haar instemming aan het gehele verdrag;
3. De Minister heeft eveneens het standpunt van de Executieve naar voren gebracht. Waarom ?
4. Wat is het standpunt van het Verenigd College en/of de Executieve ten aanzien van de mogelijkheid dat de Gemeenschappen en de Gewesten zich tot het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen wenden ? Het vraagstuk is door de Vlaamse Raad onderzocht. Heeft het Verenigd College daaromtrent reeds een standpunt ingenomen ?

Cette question fera-t-elle l'objet d'accords sur le plan interne ?

Le Ministre répond d'abord que le Collège réuni a reçu, avant les vacances parlementaires, une lettre du Gouvernement national relative à la nécessité d'approuver le Traité de Maastricht, à laquelle est joint le projet de loi y compris l'exposé des motifs transmis au Parlement (Doc. Ch. 482/1 - 91-92). Un projet d'ordonnance a été soumis à la première réunion du Collège réuni de la rentrée, à savoir le 24 septembre. Une demande d'avis au Conseil d'Etat a été introduite le même jour.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 8 octobre. Le lendemain, le projet a été transmis au Président de l'Assemblée réunie.

Le texte du projet d'ordonnance est prêt actuellement.

A la question relative au rôle de l'Exécutif, le Ministre répond que la poursuite de la construction européenne est importante pour la Région de Bruxelles-Capitale. C'est une raison supplémentaire pour marquer un accord. C'est à ce titre que l'Exécutif est concerné. Mais le présent projet d'ordonnance est déposé par le Collège réuni.

Enfin, le Ministre souligne qu'en vertu du traité de Maastricht, ni les Régions ni les Communautés n'ont accès directement à la Cour de Justice. Mais sur le plan interne, un accord de coopération est sur le point d'être conclu entre l'Etat, les Communautés et les Régions. Il prévoit que l'Etat introduira une action devant la Cour de Justice à la demande d'une Région ou d'une Communauté. (1)

Un membre émet des doutes quant à la compétence de l'Assemblée réunie pour donner son assentiment au traité de Maastricht pour les raisons suivantes :

- L'article 59bis, § 4bis, de la Constitution stipule qu'une «loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1^{er}, dernier alinéa, désigne les autorités qui, pour la Région bilingue de Bruxelles-Capitale, exercent les compétences non dévolues aux communautés

(1) Voir proposition de loi spéciale sur les relations internationales des Communautés et des Régions qui prévoit de tels accords de coopération. Doc. Sénat 457/1 S.E. 1991-1992.

Zullen er met betrekking tot de kwestie akkoorden worden gesloten op intern vlak ?

De Minister antwoordt in de eerste plaats dat het Verenigd College vóór het reces een brief ontvangen heeft van de nationale regering in verband met de noodzaak om het Verdrag van Maastricht goed te keuren. Daarbij waren het wetsontwerp en de memorie van toelichting gevoegd, die aan het Parlement waren toegezonden. (Gedr. St. Kamer 482/1 - 91-92). Op de eerste vergadering van het Verenigd College na het reces, namelijk op 24 september, werd een ontwerp van ordonnantie voorgelegd. Op dezelfde dag is bij de Raad van State een adviesaanvraag ingediend.

De Raad van State heeft op 8 oktober advies uitgebracht. De dag daarop is het ontwerp aan de Voorzitter van de Verenigde Vergadering toegezonden.

De tekst van het ontwerp van ordonnantie is thans gereed.

Op de vraag wat de rol is van de Executieve antwoordt de Minister dat het van belang is voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat de uitbouw van Europa wordt voortgezet. Dit is een bijkomende reden om ermee in te stemmen. In dat opzicht is er een rol weggelegd voor de Executieve. Het ontwerp van ordonnantie is echter ingediend door het Verenigd College.

Tenslotte wijst de Minister erop dat, noch de Gewesten, noch de Gemeenschappen zich krachtens het Verdrag van Maastricht tot het Hof van Justitie kunnen wenden. Op nationaal vlak wordt weldra een samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten gesloten. Daarin wordt bepaald dat de Staat, op verzoek van een Gewest of een Gemeenschap, bij het Hof van Justitie een vordering instelt. (1)

Een lid twijfelt eraan of de Verenigde Vergadering bevoegd is om haar instemming te verlenen aan het Verdrag van Maastricht, om de hierna volgende redenen :

- Luidens artikel 59bis, § 4bis, van de Grondwet wijst «een wet aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, bepaalde meerderheid... de overheden aan die voor het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad de bevoegdheden uitoefenen die niet zijn

(1) Zie het voorstel van bijzondere wet betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten. Gedr. St. Senaat 457/1 B.Z. 1991-1992.

dans les matières visées au § 2bis». Or, ce § 2bis de l'article 59bis prévoit «qu'une loi adoptée à la majorité prévue à l'article 1^{er}, dernier alinéa, arrête ces matières personnalisables ainsi que les formes de coopération et les modalités de conclusion des traités». Une loi arrêtant les formes de coopération internationale n'a pas été adoptée pour la Commission communautaire commune.

- La preuve de ce défaut de compétence de l'Assemblée réunie en matière internationale est apportée par l'article 75 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 qui règle la répartition des tâches entre les membres du Collège réuni, tâches parmi lesquelles ne figurent pas les relations internationales. En revanche, l'article 37 de cette même loi fait mention des relations extérieures dans la répartition des attributions entre les membres de l'Exécutif.
- Dans l'ouvrage relatif à «La Région de Bruxelles-Capitale» publié sous la direction de F. Delpérée, (Bruxelles, Bruylant, 1989) on ne trouve aucune allusion à une compétence de la Commission communautaire commune sur le plan externe.
- Enfin, reconnaître un pouvoir d'assentiment à l'Assemblée réunie créerait un précédent important: il faudrait vérifier si dans les traités déjà en vigueur des dispositions ne concernent pas les compétences de la Commission communautaire commune.

Selon ce membre, le législateur spécial ne nous aurait donné aucune compétence d'assentiment.

Un conseiller fait observer que le Conseil d'Etat n'a fait aucune observation relative à l'incompétence éventuelle de l'Assemblée réunie.

Le membre répond que l'avis a été rendu par une Chambre bilingue.

Un conseiller se demande si à l'avenir d'autres traités contenant des dispositions en matière de santé publique devront être soumis à l'assentiment de l'Assemblée réunie.

Le Ministre répond par l'affirmative.

Il souligne ensuite qu'en date du 29 avril 1992 le Gouvernement national a formellement demandé au Collège réuni de déposer un projet d'ordonnance portant approbation du Traité de Maastricht.

toegewezen aan de Gemeenschappen voor de aangelegenheden bedoeld in § 2bis». Luidens deze § 2bis van artikel 59bis stelt «een wet aangenomen met de in artikel 1, laatste lid, bepaalde meerderheid,... deze persoonsgebonden aangelegenheden vast, alsook de vormen van samenwerking en de nadere regelen voor het sluiten van verdragen». Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is er nog geen wet goedgekeurd tot vaststelling van de normen van internationale samenwerking.

- Het bewijs dat de Verenigde Vergadering geen bevoegdheid bezit in internationale aangelegenheden wordt geleverd door artikel 75 van de bijzondere wet van 12 januari 1989, waarbij de verdeling van de taken onder de leden van het Verenigd College wordt geregeld. De internationale betrekkingen behoren niet tot die taken. In artikel 37 van dezelfde wet wordt daarentegen gewag gemaakt van de externe betrekkingen bij de verdeling van de bevoegdheden onder de leden van de Executieve.
- In het boek betreffende «La Région de Bruxelles-Capitale» dat gepubliceerd is onder leiding van F. Delpérée (Brussel, Bruylant, 1989) wordt geen gewag gemaakt van enige bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie op het externe vlak.
- Tenslotte zou er een belangrijk precedent worden geschapen door aan de Verenigde Vergadering een instemmingsbevoegdheid toe te kennen: er zou moeten worden nagegaan of er in de verdragen die reeds van kracht zijn bepalingen te vinden zijn die betrekking hebben op de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Volgens dit lid zou de bijzondere wetgever ons geen enkele instemmingsbevoegdheid gegeven hebben.

Een raadslid wijst erop dat de Raad van State geen enkele opmerking formuleert over de eventuele onbevoegdheid van de Verenigde Vergadering.

Het lid antwoordt dat het advies door een tweetalige kamer is gegeven.

Een raadslid vraagt zich af of er in de toekomst nog andere verdragen met bepalingen inzake volksgezondheid ter fine van instemming zullen moeten worden voorgelegd aan de Verenigde Vergadering.

De Minister antwoordt bevestigend.

Hij wijst er vervolgens op dat de nationale regering het Verenigd College op 29 april 1992 formeel verzocht heeft een ontwerp van ordonnantie in te dienen houdende goedkeuring van het Verdrag van Maastricht.

En outre, le Conseil d'Etat n'a émis aucune objection d'incompétence. Enfin, et surtout, la compétence de l'Assemblée réunie se fonde sur l'article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, qui renvoie à l'article 16 de la loi du 8 août 1980, lui-même pris en application de l'article 59bis, § 2bis de la Constitution.

Un membre estime toutefois que l'article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 est inconstitutionnel. L'article 59bis, § 4bis n'habilite pas le législateur à attribuer une compétence internationale à la Commission communautaire commune. L'article 59bis, § 2bis, n'organise la compétence internationale qu'au profit des Communautés.

Le Ministre rappelle que le § 4bis de l'article 59bis est postérieur au § 2bis. Si l'Assemblée réunie n'approuvait pas Maastricht, il y aurait un vide juridique étant donné que la Commission communautaire commune a des compétences exclusives dans les matières visées à l'article 129 du Traité de Maastricht.

Un membre demande communication de la lettre du Gouvernement national du 29 avril 1992 (annexe 2). Il souligne les conditions très difficiles dans lesquelles les conseillers doivent travailler. Il y a un déséquilibre important entre les moyens dont le pouvoir exécutif dispose par rapport au pouvoir législatif. C'est pourquoi il faut un maximum d'informations.

Un membre s'interroge sur la compétence de la Commission communautaire commune en ce qui concerne l'article 129 du traité qui mentionne l'éducation à la santé et la prévention. Ne s'agit-il pas de matières mono-communautaires.

Le Ministre répond que la Commission communautaire commune est compétente pour la prévention des maladies et pour tout ce qui constitue une menace pour la santé, comme la toxicomanie.

Un membre ajoute que les Communautés ne peuvent imposer des obligations aux personnes à Bruxelles.

Un autre membre précise que la compétence de la Commission communautaire commune en matière de santé doit s'apprécier en fonction des dispositions de la loi spéciale et non en fonction de ce qui a été fait jusqu'à présent par le Collège réuni.

Un membre estime qu'il ne faut pas anticiper l'après Maastricht. Il faudra déterminer ultérieurement ce qu'il convient de faire dans le cadre de la coopération prévue par l'article 129 du traité, article dont la portée est, en fait, très limitée et qu'il serait difficile de ne pas adopter.

Bovendien heeft de Raad van State geen enkel bezwaar gemaakt wegens onbevoegdheid. Tenslotte steunt de bevoegdheid van de Verenigde Vergadering vooral op artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1983 waarin wordt verwezen naar artikel 16 van de wet van 8 augustus 1980, hetwelk zelf is vastgesteld met toepassing van artikel 59bis, § 2bis, van de Grondwet.

Een lid meent evenwel dat artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ongrondwettig is. De wetgever wordt er door artikel 59bis, § 4bis, niet toe gemachtigd internationale bevoegdheid te verlenen aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. Artikel 59bis, § 2bis, regelt alleen de internationale bevoegdheid voor de Gemeenschappen.

De Minister herinnert eraan dat § 4bis van artikel 59bis er na § 2bis is gekomen. Mocht de Verenigde Vergadering Maastricht niet goedkeuren, dan zou er een juridisch vacuum tot stand komen daar de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie exclusieve bevoegdheid heeft in de aangelegenheden bedoeld in artikel 129 van het Verdrag van Maastricht.

Een lid vraagt dat de brief van de nationale regering van 29 mei 1992 zou medegedeeld worden (bijlage 2). Hij benadrukt dat de raadsleden onder zeer moeilijke omstandigheden moeten werken. Er is een belangrijk onevenwicht tussen de middelen waarover de uitvoerende macht beschikt en die van de wetgevende. Vandaar dat een maximum aan informatie noodzakelijk is.

Een lid vraagt zich af of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie bevoegd is op het stuk van artikel 129 van het verdrag waarin sprake is van gezondheidsopvoeding en preventie. Het gaat hier toch om mono-communautaire aangelegenheden.

De Minister antwoordt dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tegelijk bevoegd is voor de preventie van ziekten en voor alles wat een bedreiging inhoudt voor de gezondheid, zoals de drugverslaving.

Een lid voegt daaraan toe dat de Gemeenschappen geen verplichtingen kunnen opleggen aan de personen in Brussel.

Een ander lid preciseert dat de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake gezondheid moet worden beoordeeld op grond van de bepalingen van de bijzondere wet en niet aan de hand van wat tot dusver door het Verenigd College is gedaan.

Een lid is van oordeel dat er niet moet vooruitgelopen worden op wat er na Maastricht komt. Later zal moeten worden uitgemaakt wat er moet worden gedaan in het kader van de door artikel 129 van het Verdrag voorgeschreven samenwerking.

Un autre membre reconnaît que l'article 129 ne va pas très loin et qu'il est difficile de s'y opposer.

Un conseiller demande ce qu'il adviendra si la Région de Bruxelles-Capitale n'obtient pas deux représentants au Comité des Régions.

Le Ministre répond qu'il est impensable que la Région de Bruxelles-Capitale n'ait pas deux représentants.

Un membre souhaite que le texte définitif du projet d'ordonnance soit distribué aux membres de la commission. Il estime ensuite que la discussion devrait être limitée à la disposition du traité relevant de la compétence de la Commission communautaire commune même si l'Assemblée réunie donne implicitement son assentiment à l'ensemble du traité qui est très important mais dont l'assentiment appartient à d'autres Assemblées.

Le membre souligne que d'autres matières du traité sont de la compétence exclusive des Régions qui devront les appliquer.

Le membre souhaiterait obtenir les accords de coopération conclus sur le plan interne en application du Traité de Maastricht.

Le Ministre répond que des projets d'accords sont en cours de négociation.

Le Ministre rappelle également que l'Assemblée réunie approuvera uniquement la disposition qui relève de sa compétence et non l'ensemble du traité.

Un membre rappelle que son groupe critique le Traité de Maastricht pour différents motifs. D'abord, en raison du processus de décision et du déficit démocratique. Ensuite, parce que l'avancée du point de vue économique est plus rapide que l'avancée démocratique. Enfin, parce qu'il n'y a pas de progrès en matière de défense de l'environnement. Ainsi, en matière d'infrastructure la priorité est toujours à la route.

Le Ministre répond que ces objections doivent être formulées au Parlement national. L'Assemblée réunie doit se limiter à approuver l'article 129. Comment peut-on s'opposer à un article qui permettra la mise à disposition de moyens financiers supplémentaires pour la politique de santé?

Een ander lid geeft toe dat artikel 129 niet te ver gaat en men er zich moeilijk kan tegen verzetten.

Een raadslid vraagt wat er zal gebeuren als het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geen twee vertegenwoordigers krijgt in het Comité van de Regio's.

De Minister antwoordt dat het ondenkbaar is dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geen twee afgevaardigden heeft.

Een lid wenst dat de definitieve tekst van het ontwerp van ordonnantie aan de commissieleden wordt uitgedeeld. Hij meent vervolgens dat de bespreking zou moeten worden beperkt tot die bepaling van het verdrag, die tot de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie behoort, zelfs als de Verenigde Vergadering impliciet haar instemming verleent aan het gehele verdrag, dat zeer belangrijk is maar waaraan andere Vergaderingen hun instemming moeten verlenen.

Het lid benadrukt dat andere aangelegenheden van het verdrag uitsluitend tot de bevoegdheid behoren van de Gewesten die ze zullen moeten toepassen.

Het lid wenst de samenwerkingsakkoorden die op intern vlak, met toepassing van het Verdrag van Maastricht zijn gesloten, te verkrijgen.

De Minister antwoordt dat de onderhandelingen over ontwerp-akkoorden reeds aan de gang zijn.

De Minister herinnert er eveneens aan dat de Verenigde Vergadering uitsluitend de bepaling, die tot haar bevoegdheid behoort, zal goedkeuren, en niet het volledige verdrag.

Een lid herinnert eraan dat zijn fractie kritiek heeft op het Verdrag van Maastricht, en dat om verschillende redenen. Eerst en vooral wegens het verloop van de besluitvorming en het democratisch deficit. Vervolgens omdat de economische vooruitgang sneller gaat dan de democratische. Tenslotte omdat er geen vooruitgang wordt geboekt inzake de verdediging van het leefmilieu. Wat de infrastructuur betreft, wordt aldus nog steeds voorrang gegeven aan de weg.

De Minister antwoordt dat deze opmerkingen in het nationaal Parlement moeten worden gemaakt. De Verenigde Vergadering moet zich beperken tot de goedkeuring van artikel 129. Hoe kan men zich verzetten tegen een artikel dat bijkomende financiële middelen voor het gezondheidsbeleid zal opleveren?

III. DISCUSSION DES ARTICLES

Plusieurs membres s'interrogent sur le fait que l'avant-projet d'ordonnance était signé par les quatre membres du Collège réuni et le Président, alors que le projet n'est signé que par les Ministres Thys et Chabert.

Le Ministre répond que le projet est signé par les deux Ministres compétents pour la Santé.

Un membre se demande toutefois si lors de sa réunion du 24 septembre 1992 le Collège réuni a habilité ces deux Ministres à présenter le projet à l'Assemblée réunie.

Article 1^{er}

Le Ministre dépose un amendement (n° 2) visant à faire précéder l'article unique d'un article portant référence à l'article 59bis, § 4bis, alinéa 2, de la Constitution comme l'impose l'article 70 de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

L'amendement est adopté par 18 voix et 2 abstentions.

Article 2 (ancien article unique)

Un membre s'interroge sur les termes «en ce qui la concerne» le mot «la» n'étant pas précisé dans l'article. Il propose dès lors (amendement n° 1) de remplacer ces termes par les mots «en ce qui concerne les compétences de la Commission communautaire commune».

Le Ministre dépose un amendement (n° 3) dans le même sens visant à remplacer l'article unique par ce qui suit «Le traité sur l'Union européenne, les 17 protocoles et l'acte final comportant 33 déclarations, fait à Maastricht le 7 février 1992, aura plein effet en ce qui concerne la Commission communautaire commune». A la suite du dépôt de cet amendement, l'amendement n° 1 est retiré.

L'amendement est adopté par 18 voix et 2 abstentions.

L'ensemble du projet est adopté par le même vote.

Le rapport est approuvé à l'unanimité des 16 membres présents.

Le Rapporteur,
Monique VAN TICHELEN

Le Président,
Edouard POULLET

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Verschillende leden stellen zich vragen over het feit dat het voorontwerp van ordonnantie door de vier leden van het Verenigd College en de Voorzitter is ondertekend, hoewel het ontwerp slechts door de ministers Thys en Chabert is getekend.

De Minister antwoordt dat het ontwerp getekend is door de beide ministers die bevoegd zijn voor de Gezondheidszorg.

Een lid vraagt zich echter af of het Verenigd College, tijdens de vergadering van 24 september 1992 deze beide ministers gemachtigd heeft om het ontwerp aan de Verenigde Vergadering voor te leggen.

Artikel 1

De Minister dient een amendement (nr.2) in dat ertoe strekt het enig artikel te doen voorafgaan door een artikel dat verwijst naar artikel 59bis, § 4bis, lid 2 van de Grondwet, zoals bepaald door artikel 70 van de bijzondere Wet van 12 januari 1989.

Het amendement wordt aangenomen met 18 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Artikel 2 (oud enig artikel)

Een lid stelt zich vragen over de woorden «wat haar betreft». Het woord «haar» is in dit artikel niet uitgelegd. Bijgevolg stelt hij voor (amendement nr. 1) deze woorden te vervangen door de woorden «wat de bevoegheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreft».

De Minister dient een amendement (nr. 3) in, in dezelfde zin, dat ertoe strekt het enig artikel te vervangen door: «Het Verdrag betreffende de Europese Unie, de 17 protocollen en de slotakte met 33 verklaringen opgemaakt te Maastricht op 7 februari 1992 zal volkomen uitwerking hebben wat betreft de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie». Na het indienen van dit amendement wordt amendement nr. 1 ingetrokken.

Het amendement wordt aangenomen met 18 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Het ontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met dezelfde stemming.

Het verslag wordt goedgekeurd bij eenparigheid van de 16 aanwezige leden.

De Rapporteur,
Monique VAN TICHELEN

De Voorzitter,
Edouard POULLET

**TEXTE ADOPTE
PAR LA COMMISSION***Article 1^{er}*

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 59bis, § 4bis, alinéa 2 de la Constitution.

Article 2

Le Traité sur l'Union européenne, les 17 protocoles et l'acte final comportant 33 déclarations, fait à Maastricht le 7 février 1992, aura plein effet, en ce qui concerne la Commission communautaire commune.

**TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE***Artikel 1*

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 59bis, § 4bis, tweede lid van de Grondwet.

Artikel 2

Het Verdrag betreffende de Europese Unie, de 17 protocollen en de slotakte met 33 verklaringen, opge maakt te Maastricht op 7 februari 1992, zal volkomen uitwerking hebben wat betreft de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

ANNEXE 1

Amendements

N° 1

A l'article unique, remplacer les mots «en ce qui la concerne» par les mots «en ce qui concerne les compétences de la Commission communautaire commune».

N° 2

Faire précéder l'article unique par cette disposition:

Article 1^{er}

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 59bis, § 4bis, alinéa 2 de la Constitution.

N° 3

Remplacer l'article unique par les dispositions suivantes:

Article 2

Le Traité sur l'Union européenne, les 17 protocoles et l'Acte final comportant 33 déclarations, fait à Maastricht le 7 février 1992, aura plein effet, en ce qui concerne la Commission communautaire commune.

BIJLAGE 1

Amendementen

Nr. 1

In het enig artikel, de woorden «wat haar betreft» vervangen door «wat de bevoegdheden van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreft».

Nr. 2

Het enig artikel te doen voorafgaan door deze bepaling:

Artikel 1

Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 59bis, § 4bis, tweede lid van de Grondwet.

Nr. 3

Het enig artikel te vervangen als volgt:

Artikel 2

Het verdrag betreffende de Europese Unie, de 17 protocollen en de slotakte met 33 verklaringen opge maakt te Maastricht op 7 februari 1992, zal volkomen uitwerking hebben wat betreft de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

ANNEXE 2

Monsieur le Ministre,

En exécution de l'article 63 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989, j'ai l'honneur de vous envoyer, afin que l'Assemblée réunie compétente pour les matières bicommunautaires de la Région de Bruxelles-Capitale lui donne son assentiment, le texte des Traités suivants :

« Traité sur l'Union européenne, 17 protocoles et Acte final avec 33 déclarations, faits à Maastricht le 7 février 1992. »

Vous trouverez également en annexe, pour information, le texte de l'exposé des motifs qui sera soumis, conjointement avec le projet de texte, au législateur national.

L'exposé des motifs et les texte du Traité ont été transmis pour avis au Conseil d'Etat. S'il s'avérait que l'exposé des motifs doit être adapté, je vous en informerai sans délai.

Puis-je vous demander de m'informer dès que vous aurez obtenu l'assentiment de l'Assemblée réunie, pour que l'instrument de ratification de la Belgique puisse être déposé à temps.

D'avance je vous remercie et vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Willy CLAES

BIJLAGE 2

Mijnheer de Minister,

In uitvoering van artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 heb ik de eer u hierbij, met het oog op de goedkeuring door de Verenigde Vergadering voor bicommunautaire aangelegenheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de tekst van de volgende Verdragen te zenden :

« Verdrag over de Europese Unie, 17 protocollen en slotakte met 33 verklaringen, opgemaakt te Maastricht op 7 februari 1992. »

Ter informatie zend ik u eveneens in bijlage de tekst van de Memorie van Toelichting die samen met het wetsontwerp aan de nationale wetgever zal voorgelegd worden.

De Memorie van Toelichting en de Verdragsteksten werden voor advies aan de Raad van State overgemaakt. Indien mocht blijken dat de Memorie van Toelichting moet aangepast worden, dan zal ik u daarover onmiddellijk informeren.

Mag ik u verzoeken mij op de hoogte te brengen zodra instemming van de Verenigde Vergadering bekomen is, dit opdat het ratificatie-instrument van België te zijner tijd kan neergelegd worden.

Gelieve te aanvaarden, Mijnheer de Minister, de verzekering van mijn bijzondere hoogachting.

Willy CLAES

ANNEXE 3

NOTE DES SERVICES SUR L'ASSENTIMENT
AU TRAITE DE MAASTRICHT

En vertu de l'article 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises qui renvoie à l'article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 modifiée le 8 août 1988, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune doit donner son assentiment à tout traité ou accord dans les matières relevant de ses compétences. Elle doit dès lors donner son assentiment au traité de Maastricht dans la mesure où il comprend des dispositions qui relèvent de ses attributions.

De quelles dispositions s'agit-il?

Sans aucun doute de l'article 129 (point 38) modifiant le traité CEE et relatif à la santé publique qui vise l'action préventive de la Communauté européenne en cette matière.

On peut se demander s'il ne faut pas y inclure le titre XV relatif à la recherche et au développement technologique. La Commission communautaire commune est compétente pour la recherche scientifique se rapportant aux matières qui sont de sa compétence (article 63 qui renvoie à l'article 6bis de la loi du 8 août 1980). Cependant, l'article 16 de la loi du 8 août 1980 relatif au pouvoir d'assentiment des conseils mentionne uniquement les matières culturelles, d'enseignement et personnalisables. Une interprétation littérale de cette disposition oblige à exclure la recherche scientifique des matières pour lesquelles l'assentiment des conseils s'impose. Mais ne faut-il pas considérer la compétence relative à la recherche scientifique comme l'accessoire ou le prolongement des attributions mentionnées à l'article 16 (1).

Si l'assentiment à donner par l'Assemblée réunie est limité, la coutume veut toutefois que la formule d'assentiment soit générale et rédigée de la manière suivante:

«Le traité relatif à l'Union européenne... fait à Maastricht le 4 février 1992 sortira son plein et entier effet en ce qui concerne la Commission communautaire commune.»

Il faut présumer, comme le Conseil d'Etat l'a déjà souligné pour d'autres projets d'assentiment déposés au Conseil de la Communauté française, qu'«en donnant son assentiment, le Conseil demeure dans les limites de sa compétence et qu'il ne le donne qu'aux dispositions des accords qui, par leur objet, relèvent de cette compétence et dans la mesure où elles en relèvent». (Doc. Cons. C. fr./98 (1980-191), n° 1, p. 3).

Quelle est la portée du pouvoir d'assentiment de l'Assemblée réunie?

(1) Raisonner autrement aboutirait à considérer que l'octroi aux Communautés de la compétence relative à la recherche scientifique par l'article 6bis de la loi spéciale du 8 août 1980 est inconstitutionnel puisqu'il n'est pas repris dans un des blocs de compétence énumérés à l'article 59bis.

BIJLAGE 3

NOTA VAN DE DIENSTEN OVER DE DRAAGWIJDTE VAN DE
INSTEMMING VAN DE VERENIGDE VERGADERING MET
HET VERDRAG VAN MAASTRICHT

Krachtens artikel 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen waarin wordt verwezen naar artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd op 8 augustus 1988, moet de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie haar instemming verlenen met elk verdrag of akkoord met betrekking tot aangelegenheden die onder haar bevoegdheid vallen. Zij moet bijgevolg haar instemming verlenen met het Verdrag van Maastricht in zoverre daarin bepalingen vervat zijn die tot haar bevoegdheid behoren.

Over welke bepalingen gaat het?

Ongetwijfeld over artikel 129 (punt 38) dat het EEG-verdrag wijzigt en betrekking heeft op de Volksgezondheid in verband met het preventieve optreden van de Europese Gemeenschap op dat vlak.

De vraag rijst of Titel XV met betrekking tot het technologisch onderzoek en de technologische ontwikkeling ook niet onder deze bepalingen valt. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is bevoegd voor het wetenschappelijk onderzoek met betrekking tot de aangelegenheden die tot haar bevoegdheid behoren (artikel 63 dat verwijst naar artikel 6bis van de wet van 8 augustus 1980). In artikel 16 van de wet van 8 augustus 1980 dat betrekking heeft op de instemmingsbevoegdheid van de Raden wordt alleen melding gemaakt van de culturele aangelegenheden, het onderwijs en de persoonsgebonden aangelegenheden. Zo men deze bepaling letterlijk interpreteert, moet het wetenschappelijk onderzoek worden uitgesloten van de aangelegenheden waarvoor de instemming van de Raden vereist is. Moet de bevoegdheid betreffende het wetenschappelijk onderzoek niet worden geacht een nevenaangelegenheid te zijn van de bevoegdheden vermeld in artikel 16 (1) of in het verlengde hiervan te liggen?

De instemming die door de Verenigde Vergadering moet worden verleend is weliswaar beperkt, doch het is gebruikelijk dat het instemmingsformulier algemeen is en als volgt luidt:

«Het verdrag over de Europese Unie..., opgemaakt te Maastricht op 7 februari 1992, zal volkomen uitwerking hebben wat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreft.»

Zoals de Raad van State er reeds met betrekking tot andere ontwerpen van instemming die bij de Franse Gemeenschapsraad zijn ingediend, op gewezen heeft, moet worden aangenomen dat «de Raad die zijn instemming verleent, hiermede binnen de grenzen van zijn bevoegdheid blijft en dat hij zulks alleen doet voor de bepalingen van de akkoorden die, wegens hun onderwerp, tot die bevoegdheid behoren en voor zover zij daartoe behoren». (Gedr. St. Fr. G. R/98 (1980-191), nr. 1, blz. 3).

Wat is de draagwijdte van de instemmingsbevoegdheid van de Verenigde Vergadering?

(1) Zo men anders redeneert, zou men er moeten van uitgaan dat het verlenen van de bevoegdheid voor het wetenschappelijk onderzoek aan de Gemeenschappen, bij artikel 6bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ongrondwettelijk is daar zulks niet is opgenomen in de bevoegdheden vermeld in artikel 59bis.

La Doctrine ⁽¹⁾ considère généralement que le pouvoir d'assentiment est un acte de haute tutelle du Parlement sur l'Exécutif dans la conduite des relations internationales. Il ne s'agit pas d'une autorisation dont le défaut affecterait la validité du traité conclu par le Roi. L'assentiment vise uniquement à permettre au traité d'être exécuté dans l'ordre interne concerné.

Si l'Assemblée réunie refusait d'approuver le traité de Maastricht, le Roi pourrait néanmoins le ratifier ⁽²⁾.

Mais les dispositions du traité qui relèvent de la compétence de la Commission communautaire commune seraient inapplicables à celle-ci.

En théorie, la responsabilité internationale de l'Etat pourrait en outre être engagée pour ce refus partiel d'application du traité.

En pratique, cette mise en cause de l'Etat est difficile à concevoir dans la mesure où les dispositions du traité telles que l'article 129 prévoient uniquement un pouvoir de coordination et de recommandation de la Communauté européenne et qu'un rôle important dans ce domaine est explicitement reconnu aux Etats membres eux-mêmes. Le Conseil des Communautés ne dispose, en vertu de l'article 129, que du pouvoir d'adopter des «actions d'encouragement» et des recommandations.

In de rechtsleer ⁽¹⁾ wordt er algemeen van uitgegaan dat de instemmingsbevoegdheid een handeling is van het hoge toezicht van het Parlement op de uitvoerende macht bij het onderhouden van de internationale betrekkingen. Het betreft geen machtiging bij gebreke waarvan het door de Koning gesloten verdrag niet rechtsgeldig zou zijn. De instemming heeft enkel tot doel het mogelijk te maken dat het verdrag wordt uitgevoerd in de interne rechtsorde.

Mocht de Verenigde Vergadering weigeren het Verdrag van Maastricht goed te keuren, dan zou de Koning het toch kunnen bekrachtigen ⁽²⁾.

De bepalingen van het Verdrag die tot de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie behoren zouden hierop echter niet toepasselijk zijn.

In theorie zou de Staat op internationaal vlak verantwoordelijk kunnen worden gesteld voor die gedeeltelijke weigering om het Verdrag toe te passen.

In de praktijk is het moeilijk denkbaar dat de Staat hiervoor op de korrel wordt genomen in zoverre dat de bepalingen van het Verdrag, zoals artikel 129, de Europese Gemeenschap alleen de bevoegdheid geven om te coördineren en aanbevelingen te doen en aangezien er voor de Lid-Staten zelf expliciet een belangrijke rol is weggelegd op dat vlak. Krachtens artikel 129 beschikt de Raad van de Gemeenschappen slechts over de bevoegdheid om «stimuleringsmaatregelen» en aanbevelingen aan te nemen.

⁽¹⁾ W. J. Ganshof van der Meersch, concl. cass., 27 mai 1971, Pas., 1971, I, 886 et 5, J. Verhoeven, «Terminaison des traités et assentiment des chambres, Liber amicorum Frédéric Dumon, 1983, p. 1319.

⁽²⁾ L'acte de ratification pourrait d'ailleurs avoir lieu avant que les collectivités politiques internes aient donné leur assentiment.

⁽¹⁾ W. J. Ganshof van der Meersch, concl. cass., 27 mei 1971, Pas., 1971, I, 886 et 5, J. Verhoeven, «Terminaison des traités et assentiment des chambres, Liber amicorum Frédéric Dumon, 1983, blz. 1319.

⁽²⁾ De bekrachtiging zou overigens kunnen geschieden vóór de interne politieke overheden hun instemming hebben gegeven.